
Zaunstock, Holger, *Das Milieu des Verdachts. Akademische Freiheit, Politikgestaltung und die Emergenz der Denunziation in Universitätsstädten im 18. Jahrhundert*

Anne Saada



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6673>

DOI : 10.4000/ifha.6673

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Anne Saada, « Zaunstock, Holger, *Das Milieu des Verdachts. Akademische Freiheit, Politikgestaltung und die Emergenz der Denunziation in Universitätsstädten im 18. Jahrhundert* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6673> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6673>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Zaunstöck, Holger, *Das Milieu des Verdachts. Akademische Freiheit, Politikgestaltung und die Emergenz der Denunziation in Universitätsstädten im 18. Jahrhundert*

Anne Saada

- 1 L'intérêt de cet ouvrage réside moins dans le fil directeur annoncé dans l'introduction par l'auteur – la dénonciation anonyme – que dans la description et l'analyse du développement des politiques mises en œuvre par les autorités universitaires et territoriales pour asseoir leur contrôle sur les milieux étudiants dans les villes universitaires au XVIII^e siècle. Les étudiants ne sont pas envisagés ici dans leur rapport au savoir, mais sous l'angle des relations qu'ils entretenaient avec les habitants des villes dans lesquelles les universités étaient implantées. Les étudiants, en effet, comme tous les membres de l'université, étaient soumis à une juridiction spécifique, propre à leur institution. Autrement dit, ils ne relevaient pas de la même juridiction que les habitants de la ville. L'attitude des étudiants était caractérisée par l'excès : au nom de la « liberté académique », ils pouvaient se montrer tumultueux, bruyants, injurieux, provocateurs à l'égard des citoyens et des militaires. Au cœur de leurs activités les plus critiquées se trouvait le duel : cette pratique, qui visait à rétablir l'offensé dans son honneur, mettait en jeu la vie des protagonistes. En cela, elle était contraire au christianisme.
- 2 C'est à travers la manière adoptée par les autorités universitaires et territoriales pour traiter le duel qu'H.Z. entreprend son étude de la dénonciation (premier chapitre). Les représentants des autorités avaient exprimé dès les années 1700 leur opposition au duel au moyen de textes normatifs. De nombreux édits avaient ainsi vu le jour, qui interdisaient le duel et menaçaient de punition ceux qui le pratiquaient. Ces édits invitaient les personnes convoquées pour un duel ou qui détenaient des informations

sur des combattants à faire appel aux autorités ; en échange, on leur offrait une récompense et on leur garantissait l'anonymat. Du point de vue juridique, la dénonciation constituait donc une obligation. Soit l'étudiant s'y soumettait et il trahissait son groupe (ce qui devenait une infraction au code de l'honneur des étudiants), soit il refusait le dispositif et se mettait dans l'illégalité du point de vue des autorités. Précisons que ce type d'appel à la délation ne constituait pas une nouveauté. L'originalité ici, selon H.Z., résidait dans la réunion d'un certain nombre d'éléments qui transformaient la délation en un outil politique (p. 102). Les autorités territoriales voyaient dans la dénonciation le moyen de contrôler de plus près les milieux étudiants dans un objectif de renforcement de la discipline sociale.

- 3 Les quatre chapitres qui suivent ont pour objet la constitution de sociétés étudiantes secrètes – toujours au nom de la « liberté académique » – à partir des années 1750 et les mesures adoptées par les universités et les autorités territoriales pour aboutir à leur suppression. On retrouve dans les édits visant ces sociétés les mêmes caractéristiques que dans le cas des édits portant sur le duel : l'incitation à la délation y joue un rôle central. C'est le besoin d'informations pour faire régner l'ordre qui justifiait le recours à la dénonciation, selon les autorités. Elles voyaient en effet dans la création de ces sociétés la menace de la formation d'un « État dans l'État ». D'où, selon elles, la nécessité de trouver un moyen pour pénétrer dans les arcanes des milieux étudiants (chapitre 2).
- 4 Cette omniprésence de la possibilité d'être dénoncé explique le titre donné au livre, « Le milieu du soupçon ». À tout moment l'on pouvait être dénoncé pour son appartenance à une société secrète, que ce soit par le truchement d'une feuille anonyme accrochée sur le panneau d'affichage sur laquelle figurait son nom, sur la foi d'une rumeur ou d'un mouchard qui recueillait les informations (chapitre 3), ou encore, à partir des années 1780 et conformément à l'évolution des outils de communication, au moyen d'un journal ou de la publication d'une brochure (chapitre 4). Le recours à des moyens qui relevaient de la sphère publique (comme le journal ou l'imprimé) a introduit un changement d'échelle : alors qu'auparavant la dénonciation ne dépassait pas les frontières de la ville ou du territoire, elle revêtait désormais une dimension supra-territoriale. L'information, de fait, était susceptible d'être lue par tous. Parallèlement à ce développement, les universités se mirent également à s'organiser de façon supra-territoriale : alors que ces institutions fonctionnaient de façon indépendante, elles se mirent à coopérer et se constituèrent, pour certaines, en réseau. Le but était de traquer par ce moyen les membres d'une même société secrète à travers les universités, recherche facilitée par la mise en commun d'informations sur les étudiants. Ainsi par exemple en est-il allé de la constitution d'un réseau autour des universités de Halle, Iéna, Göttingen et Marbourg.
- 5 Paradoxe : malgré toutes les mesures prises par les autorités, le phénomène des sociétés secrètes, loin de s'affaiblir, ne cessa de gagner du terrain au cours du siècle. Dans les années 1790, avec la peur soulevée en France par la Révolution, le dispositif de répression devint de plus en plus sévère (chapitre 5). Pourtant, rien n'y fit : les sociétés ne cessèrent de se renforcer et les dénonciations restèrent rares, qu'elles portent sur le duel ou sur les associations étudiantes. Faut-il en conclure avec l'auteur que les étudiants ont fait preuve de résistance face à une législation émanant des autorités universitaires et territoriales qui les incitait à la dénonciation ? L'absence de sources sur la résistance étudiante – en dehors du fait qu'on a peu de traces de dénonciation –

empêche de tirer des conclusions sur une quelconque attitude résistante chez les étudiants.

- 6 Qu'on ne se méprenne pas sur la qualité de ce livre, malgré les critiques qui lui sont adressées ici : celui-ci est d'une très grande richesse et contient beaucoup de nouveautés. En premier lieu parce que contrairement au genre des ouvrages sur l'Université, qui relèvent en général de la monographie, H.Z. prend en compte une dizaine d'universités, en tirant des parallèles entre elles et en pointant leurs spécificités. Aucune étude semblable n'existe actuellement sur ce domaine de recherche. Ainsi son étude couvre non une ville ou un territoire, mais plusieurs territoires pris, en outre, dans un temps long. Ensuite, à l'occasion d'une recherche sur la dénonciation, il met en lumière l'intervention de l'autorité exercée sur une université à l'échelle du territoire, ainsi que l'interaction entre les instances universitaires et territoriales. De cette façon il révèle l'enjeu que représentaient les universités pour les autorités territoriales – sujet politique qui n'a jamais été abordé sous cet angle – et, parce qu'il montre les interventions répétées de ces dernières dans la politique universitaire, il oblige à reposer la question : quelle était en définitive l'autorité compétente pour les universités dans le Saint-Empire ? Enfin, dès les premières lignes de cet ouvrage, il apparaît avec évidence que l'on a affaire à une étude menée avec une grande rigueur et la clarté de l'analyse fait que chaque page contient des trésors pour qui s'intéresse à l'Université à l'âge moderne.
- 7 Anne Saada (Centre national de la recherche scientifique, Paris)